

PRÉFECTURE DE SAÔNE-ET-LOIRE

DIRECTION de la RÉGLEMENTATION  
des LIBERTÉS PUBLIQUES  
et de l'ENVIRONNEMENT

ARRÊTÉ

Bureau de l'Environnement  
et de la Concertation Locale

Arrêté préfectoral de mise en demeure

Société LA MESTA BOURGOGNE  
à Fragnes et Champforgeuil

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

N° 10-01723

**VU** le titre 1<sup>er</sup> du Livre V du Code de l'Environnement, et notamment l'article L.514.1 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 96/1248/2-2 du 29 avril 1996 autorisant la société KODAK PATHE à exploiter une unité de fabrication de produits chimiques de base sur le territoire des communes de FRAGNES et de CHAMPFORGEUIL,

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 02/0751/2-3 du 10 mars 2002 modifiant l'arrêté préfectoral n° 96/1248/2-2 du 29 avril 1996 (COV),

**VU** la déclaration de changement d'exploitant du 20 décembre 2006 complétée le 27 février 2007 au profit de la société LA MESTA BOURGOGNE SAS,

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 09/02357 du 08 juin 2009 prescrivant la remise sous 6 mois d'un dossier dont le contenu est défini aux articles R512-3 et R512-6 du code de l'environnement,

**VU** le courrier du 09 décembre 2009 de la société LA MESTA BOURGOGNE au Préfet de Saône-et-Loire indiquant son incapacité à respecter le délai fixé par l'arrêté préfectoral complémentaire du 08 juin 2009,

**VU** le courriel du 02 mars 2010 de la société LA MESTA BOURGOGNE à l'inspection des installations classées, s'engageant sur la remise du dossier au 30 avril 2010,

**VU** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 08 mars 2010,

**CONSIDERANT** que le délai fixé par l'arrêté préfectoral complémentaire du 08 juin 2009 n'est pas respecté,

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de Saône-et-Loire ;

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>**

La société LA MESTA BOURGOGNE SAS, dont le siège social est situé 111 avenue Victor Hugo – 75784 PARIS, est mise en demeure, pour le site qu'elle exploite sur le territoire des communes de FRAGNES et de CHAMPFORGEUIL, de respecter au plus tard au 30 mai 2010 les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 08 juin 2009 susvisé.

**Article 2 – Sanctions**

En cas d'inobservation des dispositions de l'article 1, il pourra être fait application des procédures définies à l'article L. 514-1 du code de l'environnement.

**Article 3 – Délai et voie de recours**

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de DIJON. Le délai de recours est de 2 mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**Article 4 – Exécution et publication**

Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture, M. le Sous-Préfet de CHALON-SUR-SAONE, M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera faite à :

- La direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne, à Dijon,
- La direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne – Unité Territoriale de Saône-et-Loire, à Mâcon,
- L'exploitant.

Mâcon, le **15 AVR. 2010**

Le Préfet

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général de la  
Préfecture de Saône-et-Loire

  
Magali SELLES